



**GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY**  
INVESTING IN OUR PLANET

## **Introduction**

Transformer les défis environnementaux globaux en opportunités

## **Allocution de**

**Monique Barbut, Directrice générale et Présidente  
Fonds pour l'environnement mondial**

Conférence FFEM  
Centre de conférence Pierre Mendès-France  
Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi,  
139 rue de Bercy,  
75012 Paris  
**06 avril 2010, (9:00-9:30)**

Madame la Ministre,

Mesdames et Messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi de pouvoir introduire cette conférence sur deux sujets qui me sont très chers: la croissance verte et le FFEM. J'ai toujours été convaincue que la protection de l'environnement mondial passerait par la reconnaissance de sa valeur économique, et je me félicite que l'on reconnaisse enfin le rôle essentiel du FFEM dans ce processus.

En 1991 et 1992, j'ai eu la chance de participer à la Convention de Rio et aux négociations sur la création du FEM. Nous souffrons tous, aujourd'hui, de la lourdeur et de la difficulté des discussions internationales sur l'environnement : mais à tous ceux qui seraient tentés de voir cette période de 1992 comme un « âge d'or » de l'environnement mondial, je veux rappeler que les négociations étaient, à l'époque, aussi difficiles qu'elles le sont aujourd'hui. Il y avait les mêmes réserves, les mêmes arguments, la même opposition entre économie et écologie. Et pourtant nous avons tenu bon et créé un mécanisme qui a fait ses preuves. Grâce au FEM, des centaines de projets sur le climat, les forêts, la biodiversité ou les produits chimiques, ont

ouvert la voie d'une croissance qui prend en compte et valorise l'environnement.

Je voudrais rappeler aussi qu'à cette époque, en 1992, il y avait déjà la tentation de fragmenter les questions d'environnement mondial. On nous disait qu'il y avait plusieurs conventions, donc qu'il fallait plusieurs instruments financiers, chacun ayant son pécule et son pré carré, au détriment des synergies possibles et au risque de faire exploser les coûts de transactions. Malheureusement, cette tendance au morcellement n'est pas l'apanage du seul secteur environnemental mais celui de l'ensemble de l'aide publique au développement. Ainsi la Tanzanie reçoit aujourd'hui des financements de 56 donateurs différents et 30 pays parmi les plus pauvres reçoivent des aides de plus de 40 donateurs. Au final, il y a maintenant 230 fonds et programmes pour l'aide internationale, soit beaucoup plus que de pays bénéficiaires ! Rien que dans le domaine du climat, 14 fonds nouveaux ont été créés entre 2007 et 2009, à l'approche de la conférence de Copenhague. Face à ce risque de fragmentation, je reste convaincue que le choix qui a été fait à l'époque avec le FEM reste aujourd'hui le plus pertinent : nous avons besoin de mécanismes financiers « chapeau », privilégiant les approches intégrées et transversales sur l'ensemble des sujets environnementaux mondiaux. Nous avons besoin de

mécanismes qui s'appuient sur de larges partenariats plutôt que d'interventions verticales mal coordonnées. J'espère que nous pourrions débattre de ces questions lors de la table ronde : « quels partenariats dans un monde global ? ».

Le monde est « global », sans aucun doute. Mais nous savons aussi que la plupart des idées et des institutions qui façonnent les modèles de développement sont anglo-saxonnes et s'expriment en Anglais. Je parlais de Rio tout à l'heure. Le rapport fondateur sur le « sustainable development », le rapport Brundtland, est sorti en 1987. Mais plusieurs années après on se demandait encore comment « sustainable » pourrait se traduire en Français, et comment cette approche pourrait s'appliquer dans nos politiques publiques ! Quand le FEM a été créé, en 1991, nous avons vu qu'il fallait à tout prix éviter cela : il fallait éviter que la France et plus largement les pays francophones ne restent à l'écart du mouvement naissant pour la protection de l'environnement mondial. C'est précisément pour cette raison que nous avons créé le FFEM quelques années plus tard, en 1994. Le FFEM, en tant que « miroir » Français du FEM, et représentant la France au sein du FEM, permettait aux opérateurs français, aux centres de recherche, aux grandes entreprises, aux ONG, d'avoir accès et de s'adapter à ces nouveaux concepts.

Cette fonction a été essentielle et reste essentielle, notamment dans le domaine qui nous réunit aujourd'hui. Clairement, l'un des sujets les plus brûlants dans les réflexions internationales est le lien entre croissance et environnement, avec des concepts comme « mainstreaming » ou « payment for ecosystem services » qui regroupent des idées et des modèles différents des nôtres, et que nous ne manquerons pas de discuter tout à l'heure. Mais permettez-moi aussi de souligner le rôle majeur que le FFEM joue « dans l'autre sens ». Dès lors que, grâce au FFEM, nos réseaux nationaux deviennent impliqués dans ces discussions internationales, l'expertise et les valeurs françaises peuvent se faire entendre dans ces enceintes. Le FFEM a par exemple joué un rôle important dans les réformes entreprises récemment par mon institution, en apportant des conseils et des recommandations sur nos orientations stratégiques et nos projets. Ainsi, le FEM et le FFEM représentent un magnifique exemple de ce que devrait être les relations entre multi et bi-, une même politique mais des opérateurs différents. J'espère que dans les discussions financières de l'après Copenhague, ce type de fonctionnement sera retenu comme l'une des modalités du financement du climat plutôt que les systèmes centralisés et quelque peu usine à gaz que certains ont dessiné.

Je voudrais revenir, pour finir, sur la question de l'innovation et de la croissance verte. Nous sommes probablement tous convaincus, dans cette salle au moins, que les enjeux environnementaux représentent de fantastiques opportunités d'innovation, de changement, et donc de développement. Mais « opportunités » pour qui ? Et « développement » pour qui ? Sur ce point, ne nous trompons pas : le modèle de l'innovation au Nord et de la production au Sud n'est plus d'actualité. Par exemple, la Chine est en train de développer une des plus innovantes filières de l'économie de l'hydrogène. Le Brésil vient de lancer un programme de captage et de stockage du méthane issu de la fermentation de la canne à sucre. Cela ne concerne pas que les grands émergents : dans le programme sur les nouvelles technologies vertes que le FEM vient d'approuver, on trouve aussi le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Cambodge ou la Jamaïque. Au lieu de monter petit à petit l'escalier des technologies, ces pays sautent les marches et adoptent directement les meilleures solutions disponibles. Cela a des effets sur les marchés internationaux. Par exemple, plus de 80% des Lampes Basses Consommation sont aujourd'hui produites en Chine. Cette production de masse a contribué pour beaucoup à la baisse des prix de ces lampes, et je suis persuadée que ces prix plus abordables faciliteront la politique européenne d'interdiction des lampes à incandescence. Inversement, les innovateurs et les producteurs

européens et français doivent cesser de considérer les marchés de ces pays, et en particulier les marchés des grands émergents, comme des marchés bas de gamme, qui ne méritent pas d'innovation technologique environnementale. Au contraire, l'émergence dans ces pays d'une classe moyenne sensibilisée à la protection de l'environnement, est pour moi une opportunité évidente de développement des produits européens de haute qualité environnementale. Bref, dans ce monde « global », nos économies sont tellement interconnectées que tout le monde doit progresser et innover sans cesse, au risque de « décrocher ».

Alors, allons cueillir les idées nouvelles là où elles sont, et restons à la pointe de l'innovation : voilà vraiment tout ce que je nous souhaite pour cette journée de travail !

Merci de votre attention.